



### La « grande marche du retour »

En 1976, six Palestiniens sont tués lors de la grève générale contre la confiscation de leurs terres. Depuis, le 30 mars est la « Journée de la terre ». Ce 30 mars 2018, dans la bande de Gaza surpeuplée et affamée depuis 2007 par le blocus israélien, était convoquée une grande marche pacifique « pour le droit au retour des réfugiés ». Une grande marche du retour devant marquer le début d'une série de manifestations jusqu'au 15 mai – date de la Naqba (la « catastrophe » de 1948 pour les Palestiniens) et jour choisi par Trump pour le transfert provocateur de l'ambassade des États-Unis de Tel-Aviv à Jérusalem. Dans la semaine qui a précédé le 30, le Hamas – qui

gouverne la bande de Gaza – a déclaré aux manifestants qu'il leur interdisait d'approcher de la barrière de barbelés qui sépare la bande de Gaza de l'État d'Israël. Les miliciens du Hamas se sont postés entre la barrière et les manifestants, et étaient aisément reconnaissables à leur uniforme. Ils n'étaient pas armés. Les 30 000 à 40 000 manifestants marchaient pour le droit – reconnu à tous les peuples du monde – de retourner vivre dans les villes et les villages de leurs ancêtres. Certains se sont approchés à moins de 300 mètres des barbelés, « zone tampon », côté Gaza, qui leur est interdite par l'armée israélienne. Le massacre a alors commencé. ■

**D**IX-SEPT MORTS, plus de 1 400 blessés dont 748 par balles réelles, vendredi 30 mars. Des hommes, des femmes, des enfants désarmés marchaient pacifiquement, et on leur a tiré dessus, à bout portant. Les autopsies, comme les images filmées, ont montré que nombre d'entre eux ont été touchés dans le dos. Cent tireurs d'élite – d'après le porte-parole de l'armée – avaient été disposés face aux manifestants.

Un tel bain de sang aurait eu lieu dans n'importe quel pays du monde, il n'aurait pas fallu plus d'une heure pour que, de la Maison-Blanche à l'Onu en passant par l'Élysée, soient prononcées de sévères condamnations, voire des sanctions ou des menaces d'intervention militaire.

Mais voilà, la tragédie a eu lieu en Palestine. Les morts et les blessés sont palestiniens. Les tireurs font partie de l'armée israélienne. Le Premier ministre Netanyahu les a immédiatement félicités : « Bravo à nos soldats ! » Tout avait été programmé dès le 25 mars, lors de la réunion du cabinet interministériel de sécurité consacré à la riposte à donner à la marche convoquée le 30 mars (*lire encadré*).

### **Macron « appelle à la retenue » Trump soutient Netanyahu**

Répetons-le, ce qui, dans n'importe quel pays, aurait provoqué ne serait-ce qu'une ferme condamnation verbale de la part des grandes puissances, est couvert honteusement par celles-ci, dès lors qu'il s'agit de l'État d'Israël. En France, le 1<sup>er</sup> avril dans la soirée, un communiqué du ministère des Affaires étrangères « rappelle les autorités israéliennes à leur devoir de protection des civils et leur demande d'agir avec la plus grande retenue » ! Des snipers tirent à bout portant dans le dos de manifestants désarmés, et le gouvernement Macron en appelle à « la retenue » et la « protection des civils » ! Même son de cloche hypocrite du côté de l'Union européenne et de l'Onu.

Pour l'administration américaine, même un appel « à la retenue » va trop loin, et elle aurait, selon la chaîne de télévision israélienne i24News, « bloqué un projet de déclaration du Conseil de sécurité de l'Onu appelant à la retenue à Gaza ». Quelques heures avant le massacre, Jason D. Greenblatt, envoyé de Trump, avait donné son « feu vert », accusant sur son

compte Twitter la direction du Hamas « d'inciter à la violence contre Israël ».

Il a mille fois raison, le journaliste Gideon Levy, qui, dans le quotidien israélien *Haaretz*, affirme le 1<sup>er</sup> avril : « Cela s'appelle un massacre. »

### **« Il n'y a rien de moins cher en Israël que le sang palestinien » (Gideon Levy)**

Il a mille fois raison d'affirmer : « À Gaza, les Forces de défense israéliennes (IDF) ont continué à massacrer impitoyablement, à un rythme effrayant, alors qu'Israël célébrait la Pâque juive. (...) À la tombée de la nuit, le nombre de cadavres avait atteint au moins 15, tous sous l'effet de balles réelles, avec plus de 750 blessés. Des chars et des tireurs d'élite contre des civils non armés. Ça s'appelle un massacre. Il n'y a pas d'autre mot pour ça. Le porte-parole de l'armée a apporté une note comique lorsqu'il a annoncé dans la soirée : "Une attaque par balles a été déjouée. Deux terroristes se sont approchés de la clôture et ont tiré sur nos soldats." Cela est arrivé après la 12<sup>e</sup> victime palestinienne et qui sait combien de blessés. Les tireurs d'élite ont tiré sur des centaines de civils, mais deux Palestiniens qui ont osé riposter contre les soldats qui les massacrent sont des "terroristes", leurs actions qualifiées d'"attaques terroristes" et la sentence : la mort. (...) Comme d'habitude, les médias ont apporté leur épouvantable soutien. (...) L'assassinat de Palestiniens est accepté en Israël plus légèrement que l'assassinat de moustiques. Il n'y a rien de moins cher en Israël que le sang palestinien. S'il y avait cent ou même mille morts, Israël "saluerait" encore les Forces de défense israéliennes (IDF). (...) Mais une armée qui s'enorgueillit d'avoir tiré sur un agriculteur travaillant sur sa terre, en montrant la vidéo sur son site Web afin d'intimider les Gazaouis ; une armée qui dresse des chars d'assaut contre des civils et se vante d'une centaine de tireurs d'élite qui attendent les manifestants, une telle armée a perdu toute décence » (1).

Malgré la complicité des « grands de ce monde », du monde entier retentit l'exigence : halte au massacre du peuple palestinien ! (2) ■

.....  
**Dominique Ferré**

(1) Traduction À l'Encontre.

(2) Le POID était présent au rassemblement convoqué à Paris le 1<sup>er</sup> avril.